

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 976^e
SÉANCE

Lundi 8 novembre 1965,
à 11 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

Pages

Point 12 de l'ordre du jour:

Rapports du Conseil économique et social
Examen du projet de résolution intitulé
"Science et technique" 135

Point 51 de l'ordre du jour:

Fusion du Fonds spécial et du Programme
élargi d'assistance technique en un Pro-
gramme des Nations Unies pour le déve-
loppement (suite) 137

Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports du Conseil économique et social [A/5803,
chap. I à VI, VII (sect. I, II, III [sauf le par. 346],
IV et V), VIII (sect. III et IV) et X (sect. II et VIII);
A/6003, chap. I à XI, XII (sect. II) et XIV (sect. II,
IV, VI et VII); A/C.2/L.797]

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION INTITULE "SCIENCE ET TECHNIQUE" (A/C.2/L.797)

1. M. INGRAM (Australie), présentant le projet de
résolution (A/C.2/L.797), dit que les auteurs veulent
ainsi exprimer la ferme conviction de nombreuses
délégations que l'application de la science et de la
technique au développement est la clef d'une accélé-
ration spectaculaire du rythme du développement.

2. Il est souhaitable en effet que l'Assemblée géné-
rale marque explicitement l'intérêt qu'elle prend aux
activités du Comité consultatif sur l'application de
la science et de la technique au développement, d'autant
qu'il y a deux ans que l'Assemblée s'est réunie et
que pendant cette période les Etats qui n'étaient pas
membres du Conseil économique et social n'ont pas
eu l'occasion de faire connaître leurs vues sur l'œuvre
de pionnier accomplie par le Comité.

3. L'objet du projet de résolution est plus spécia-
lement d'exprimer la satisfaction de l'Assemblée pour
la façon dont le Comité consultatif a donné suite
à la demande qu'elle avait adressée dans sa réso-
lution 1944 (XVIII) en le priant d'examiner la pos-
sibilité d'instituer un programme de coopération in-
ternationale pour l'application de la science et de la
technique au développement économique et social.
A sa trente-neuvième session, le Conseil économique
et social a soumis à un examen approfondi et fructueux
la plupart des aspects du rapport du Comité, et a
fait, dans sa résolution 1083 (XXXIX), de nombreuses
recommandations qui ont rencontré l'agrément total

des auteurs. Le projet de résolution revêt donc un
caractère complémentaire. Le paragraphe 1 du dispo-
sitif a été inséré afin de bien préciser ce point.

4. Le paragraphe 2 du dispositif tend à approuver
l'opinion émise par le Comité consultatif qu'il est
souhaitable de mettre sur pied un programme mondial
du type envisagé dans la résolution 1944 (XVIII)
de l'Assemblée, conçu comme une campagne inter-
nationale concertée visant à renforcer les program-
mes existants et à les compléter par de nouvelles
dispositions appropriées, et que le Conseil économique
et social est l'organisme le plus qualifié pour orga-
niser et diriger ce programme.

5. Les paragraphes 3 et 4 du dispositif du projet
de résolution se réfèrent aux propositions et sugges-
tions présentées par le Comité consultatif dans la
partie IV de son deuxième rapport (E/4026). Ces
propositions, que les auteurs estiment être d'une
importance particulière pour le genre de programme
mondial en question, sont mentionnées, en particulier,
au paragraphe 4 du dispositif, qui invite le Comité
consultatif à continuer de les examiner. Le Comité
s'est préoccupé du manque de coordination dans
l'utilisation des ressources consacrées à la recherche,
de l'absence dans de nombreux pays de politique
nationale d'application de la science et de la technique
au développement, et de la pénurie dans les pays en
voie de développement de main-d'œuvre qualifiée et
d'institutions de recherche. En outre, il a estimé que
les liens de coopération entre les institutions de
recherche des pays développés et celles des pays
en voie de développement doivent avoir le caractère
d'arrangements à long terme. Les Nations Unies
peuvent jouer un rôle vital en ce domaine et doivent
donc encourager le Comité consultatif à continuer
d'examiner les problèmes en question.

6. M. DELPRAT (Pays-Bas) dit que son pays, qui
est l'un des auteurs du projet de résolution, a pris
des mesures pratiques pour aider les pays en voie
de développement dans le domaine de la science et
de la technique, dans le cadre de sa politique géné-
rale tendant à consacrer une grande part de ses
ressources nationales au budget de l'aide au déve-
loppement. Les Pays-Bas tentent sérieusement de
concentrer leurs efforts sur les aspects de la science
et de la technique qui peuvent être les plus utiles
aux pays en voie de développement et, en particulier,
l'alimentation, la santé publique, la croissance dé-
mographique, les enquêtes médicales, le dévelop-
pement de nouvelles sources d'énergie et les techni-
ques pédagogiques audio-visuelles. A cette fin, une
ouverture de crédits de 2 millions de florins a été
proposée pour 1966, et le Parlement néerlandais est
maintenant saisi de la question.

7. M. MURGESCU (Roumanie) souligne que le progrès scientifique conditionne les progrès de tous les secteurs de l'économie. Chaque pays doit résoudre ses propres problèmes dans cette optique et adapter les découvertes scientifiques à ses propres besoins de développement. Cependant, particulièrement pour les pays en voie de développement, les problèmes de la science et de la technique sont extrêmement complexes, et la recherche et l'application des découvertes dans ces domaines entraînent des dépenses très importantes. Néanmoins, la complexité du problème ne doit pas décourager les pays en voie de développement de former les cadres nécessaires à l'extension de l'éducation scientifique. Chaque pays doit, en s'appuyant sur sa propre expérience, contribuer aux échanges de connaissances scientifiques et techniques. La coopération internationale dans ce domaine particulier doit être fondée sur l'égalité souveraine de tous les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies. Le projet de résolution constitue une étape importante et la délégation roumaine se félicite également d'en être un des auteurs et de l'appuyer. Elle se rend parfaitement compte que le texte ne porte que sur un des points mentionnés dans le rapport du Comité consultatif, mais un progrès sur ce point particulier peut ouvrir la voie à de plus amples progrès dans le domaine général de la science et de la technique.

8. M. BRADLEY (Argentine) dit que son pays est non seulement un des auteurs du projet de résolution, mais encore l'appuie avec ardeur. Il s'est longtemps intéressé aux problèmes de la science et de la technique et a fourni un grand nombre d'experts, notamment dans le domaine des machines agricoles, pour assister les pays en voie de développement. L'Argentine se félicite aussi de recevoir des experts des pays en voie de développement dont les connaissances scientifiques sont plus grandes que celles de ses propres experts. Aucun progrès important n'est possible sans une diffusion plus rationnelle et plus efficace des connaissances scientifiques et techniques. M. Bradley espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

9. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) est d'accord avec les orateurs qui ont déjà loué le projet de résolution et rappelle que le deuxième rapport du Comité consultatif souligne qu'il est souhaitable de mettre sur pied un programme mondial conçu comme une campagne internationale concertée visant à renforcer les programmes existants et à les compléter par de nouvelles dispositions appropriées, pour que l'effort global forme un tout. Comme le projet de résolution approuve cette idée et cherche à donner un élan nouveau aux recommandations du Comité consultatif, la délégation des Etats-Unis l'appuie sans réserve.

10. M. VIAUD (France) estime que l'assistance aux pays en voie de développement dans le domaine de la science et de la technique encouragera les efforts faits dans d'autres domaines pour les aider. Tant le Comité consultatif que le Conseil économique et social ont longuement examiné le problème; il est temps maintenant d'envisager des propositions pratiques et de veiller à ce que soient appliquées les recommandations de la Conférence des Nations Unies

sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées. Le Conseil insiste pour que le Comité consultatif établisse un programme bien défini et fasse tout son possible pour améliorer la coordination dans le domaine de la science et de la technique. Tout en appuyant l'initiative des auteurs du projet de résolution, la délégation française proposera peut-être à un stade ultérieur d'y incorporer certains des points mentionnés dans la résolution 1083 (XXXIX) du Conseil.

11. M. WHYTE (Royaume-Uni) admet que le projet de résolution a un caractère positif et qu'il ne prête pas à controverse. Il se contentera d'ajouter qu'il faudrait, comme le Comité consultatif lui-même l'a recommandé (E/4026, par. 133), rassembler progressivement une documentation plus complète au sujet d'institutions et de formes de coopération particulières, afin de disposer d'une base pour préparer de nouvelles activités. On pourrait également, au paragraphe 3 du dispositif du projet, mentionner les organisations gouvernementales à côté des organisations non gouvernementales. M. Whyte pense notamment aux travaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

12. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que les travaux de l'Assemblée générale et ceux du Conseil économique et social devront assurément inclure la question du développement de la coopération dans le domaine de la science et de la technique, domaine dont les réalisations appartiennent à l'humanité tout entière. Il approuve donc les efforts tendant à intensifier l'action des Nations Unies dans ce domaine et, bien que la responsabilité principale incombe au Conseil, il est heureux de voir que l'Organisation dans son ensemble ne se dérobe pas à son devoir. La coopération peut se faire à la fois bilatéralement et multilatéralement et elle est d'une telle importance qu'elle doit dépasser le cadre des Nations Unies. On ne doit donc pas interdire aux Etats qui ne sont pas Membres de l'Organisation d'y prendre part: chaque pays pourra ainsi mettre ses réalisations à la disposition des pays en voie de développement. La République démocratique allemande et la République populaire de Chine, par exemple, pays ayant atteint un haut niveau technique dont les droits aux Nations Unies n'ont pas été respectés, peuvent faire des apports précieux.

13. Les orateurs précédents ont eu raison d'insister sur l'importance qu'il y a à servir les intérêts des pays en voie de développement, autrefois privés de l'occasion de développer chez eux la science, la technique et l'éducation. Pour réparer cette injustice, les pays d'un niveau scientifique et technique élevé doivent donc être prêts à partager leurs réalisations avec eux.

14. La délégation de l'Union soviétique étudiera favorablement les amendements mentionnés par le représentant de la France. Une coopération scientifique et technique à grande échelle de tous les Etats pourra produire d'importants résultats concernant les problèmes du développement.

15. M. HOVEYDA (Iran) appuie le projet de résolution. En établissant ses propres plans de développement, l'Iran s'est rendu compte qu'une infrastructure scien-

tifique et technique moderne était indispensable au développement. Aussi ce pays est-il en train d'établir un centre de recherche scientifique pour le développement. M. Hoveyda éprouve toutefois une certaine déception en comparant le deuxième rapport du Comité consultatif au dispositif du projet de résolution. S'il est vrai que ce dernier ne traite qu'un aspect du sujet, des questions telles que le transfert des renseignements scientifiques d'un pays à l'autre sont extrêmement importantes pour la recherche scientifique en général et pour l'application de la science au développement. Il estime donc avec le représentant de la France que l'on peut améliorer le projet de résolution de façon que l'Assemblée générale fasse siennes toutes les conclusions du Comité consultatif ou la plupart d'entre elles.

16. M. ALLANA (Pakistan) dit que son pays a fait de son mieux pour progresser rapidement dans le domaine de la science et de la technique afin d'accélérer son propre développement. Il n'en demeure pas moins que le Pakistan et les autres pays en voie de développement ont besoin de l'aide des pays développés et de celle des organismes des Nations Unies. Bien qu'elle approuve l'ensemble du projet de résolution, la délégation pakistanaise voudrait suggérer certains amendements. Au premier considérant, il est exagéré de dire que la science et la technique peuvent apporter une immense contribution à la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement puisque la Décennie est déjà à demi écoulée. En outre, les aspirations des populations des pays en voie de développement, dont il est question ensuite, se prolongeront bien au-delà. Il convient donc de supprimer le mot "immense". Le représentant du Pakistan appuie la proposition du représentant du Royaume-Uni d'ajouter le mot "gouvernementales" à la fin du paragraphe 3 du dispositif. A l'alinéa a du paragraphe 4 du dispositif, les mots "qui n'y auraient pas encore procédé"

sont superflus et doivent donc être supprimés. A l'alinéa d du même paragraphe, il faut remplacer les mots "liens de coopération" par une expression plus forte comme "liens de travail en coopération" et insérer les mots "organisation non gouvernementale" après le mot "universités". Si ces modifications sont apportées, la délégation pakistanaise votera pour le projet de résolution.

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique en un Programme des Nations Unies pour le développement (suite) [A/5755, A/6015; A/C.2/L.792, L.793, L.795/Rev.1, L.799/Rev.1, L.800/Rev.1]

17. M. ATTOUNGBRE (Côte-d'Ivoire) dit que la délégation ivoirienne soutient le principe de la fusion comme un premier pas vers de futures activités d'investissements des Nations Unies. Elle votera, malgré les imperfections de ce texte, pour le projet de résolution du Conseil économique et social (A/C.2/L.792) et espère que ceux qui seront chargés de l'appliquer tiendront compte des observations des membres de la Commission. La délégation ivoirienne appuiera également les amendements proposés dans le document A/C.2/L.795/Rev.1, malgré ses réserves quant aux projets de répartition des sièges au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement qui ont été proposés à la Commission.

18. M. CHAMMAS (Liban) propose que la Commission ajourne ses travaux jusqu'à 15 heures afin que les négociations entre les différents groupes de pays en voie de développement puissent se poursuivre.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 20.

